

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 43

7 novembre 1997

S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997 autorisant l'admission de la commune de Reckange-sur-Mess au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA).....	page 842
Arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997 autorisant l'admission de la commune d'Eschweiler au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.)	842
Arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997 portant modification des statuts du syndicat de communes pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange.....	842
Arrêté ministériel du 20 octobre 1997 autorisant la «Bayerische Landesbank International S.A.» à se faire consentir des gages sur fonds de commerce.....	847
Administration de l'Aéroport – Nominations	847
Administration de l'Enregistrement et des Domaines – Caisse des Consignations	847
Armée – Nominations	848
Collège médical – Démission – Nomination	848
Comité directeur du Fonds pour le logement à coût modéré – Nomination	849
Consulats – Nominations	849
Education Nationale – Examens concours	849
Formation des Adultes – Nomination	849
Institut national des sports – Nomination	849
Magistrature – Démission – Nominations	849
Ministère de la Force Publique – Vacance de poste	850
Remembrement des biens ruraux – Projet de remembrement de Burmerange	850
Société Nationale de Crédit et d'Investissement (S.C.N.I.) – Nominations	851
Service National de la Protection Civile – Démission	851
Tableau des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993 – Complément N° 3	851

Arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997 autorisant l'admission de la commune de Reckange-sur-Mess au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA).

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu la délibération du conseil communal de la commune de Reckange-sur-Mess en date du 18 décembre 1997 aux termes de laquelle le prédit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA) dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 3 avril 1989;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Bertrange, Bettembourg, Clemency, Dippach, Kehlen, Kopstal, Leudelange, Mamer, Mondercange, Pétange et Strassen desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune de Reckange-sur-Mess au syndicat intercommunal en question;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les délibérations prévues ayant pour objet l'admission de la commune de Reckange-sur-Mess au syndicat intercommunal de l'Ouest pour la conservation de la nature (SICONA)

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Berg, le 8 septembre 1997.
Jean

Arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997 autorisant l'admission de la commune d'Eschweiler au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.).

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu la délibération du conseil communal de la commune d'Eschweiler en date du 19 décembre 1996 aux termes de laquelle le prédit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (SIDEN) dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 23 mars 1994;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Bastendorf, Bettendorf, Bissen, Bourscheid, Colmar-Berg, Diekirch, Ermsdorf, Erpeldange, Ettelbruck, Fohren, Heffingen, Larochette, Medernach, Nommern, Reisdorf, Schieren et Vianden desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune d'Eschweiler au syndicat intercommunal en question;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les délibérations prévues ayant pour objet l'admission de la commune d'Eschweiler au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.).

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Berg, le 8 septembre 1997.
Jean

Arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997 portant modification des statuts du syndicat de communes pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu l'arrêté grand-ducal du 3 mai 1989 autorisant la création d'un syndicat de communes pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux de toutes les communes affiliées;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts du syndicat de communes pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange sont approuvées.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Berg, le 8 septembre 1997.
Jean

ANNEXE

**Modifications statutaires du syndicat de communes pour la construction,
l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange**

Les statuts sont remplacés par le texte suivant:

1. Création du syndicat

1.1. La formation du syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange a été autorisée par arrêté grand-ducal du 3 mai 1989.

L'adhésion de la commune de Winseler a été autorisée par arrêté grand-ducal du 25 novembre 1996.

1.2. Le syndicat est régi par:

- la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la suite
- l'arrêté grand-ducal du 3 mai 1989 autorisant la création du syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange
- l'arrêté grand-ducal du 25 novembre 1996 relative à l'adhésion de la commune de Winseler
- les présents statuts.

2. Membres

2.1. Conformément à l'arrêté grand-ducal du 3 mai 1989 sont membres du syndicat les communes de Boulaide et du Lac de la Haute-Sûre.

Conformément à l'arrêté grand-ducal du 25.11.1996 est devenue membre la commune de Winseler.

Ces communes sont considérées comme membres-fondatrices.

2.2. Du consentement du comité du syndicat, d'autres membres peuvent entrer au syndicat conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 14 février 1900 et après accomplissement des conditions suivantes, à savoir:

Le membre entrant (commune ou section) assume dans la proportion qui existe entre le nombre de ses habitants et le nombre des habitants des communes ou sections de communes déjà syndiquées:

- a) le cautionnement solidaire des emprunts, prêts et obligations existant au jour de son entrée
- b) une participation au capital net (Eigenkapital) d'après le dernier bilan arrêté.

Le comité du syndicat est autorisé à décider que la liquidation de la mise des fonds peut être répartie sur plusieurs années avec les intérêts à fixer par ses soins.

2.3. Un membre du syndicat ne peut sortir du syndicat qu'à la fin d'un exercice et du consentement du comité après un délai de dénonciation d'une année entière, après reconnaissance et accomplissement des conditions ci-après et après approbation grand-ducale.

- a) le membre sortant a droit à une part proportionnelle du capital net du syndicat d'après le dernier bilan arrêté, égale à sa part de participation (article 2.4.)
- b) il est obligé de payer pendant toute la durée restant à courir jusqu'à la fin du syndicat stipulée et à partir du jour de sa sortie sa part dans la liquidation des amortissements de l'immobilisé et des intérêts d'emprunts ou obligations éventuelles à la caisse du syndicat.

Cette part sera calculée sur la base des amortissements et intérêts d'après le dernier bilan arrêté et dans la proportion de sa participation au syndicat.

2.4. La participation des communes aux obligations du syndicat se fait proportionnellement à la population résidente du dernier recensement général, sauf recours aux dispositions de la loi du 13 mars 1987 portant modification de certains articles de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 148 par les communes syndiquées.

2.5. Basée sur la population réelle au 1.7.1996, suivant données reçues au Centre Informatique de l'Etat, cette clef de répartition est actuellement la suivante:

Commune	Population	Taux de participation
Boulaide	643	24.25%
Lac de la Haute-Sûre	1.225	46.19%
Winseler	784	29.56%

2.6. Une nouvelle clef de répartition sera de droit applicable à partir du 1^{er} janvier suivant un recensement général de la population des communes syndiquées, sauf recours aux dispositions de la loi du 13 mars 1987 portant modification de certains articles de la loi électorale par les communes syndiquées au cas où le dernier recensement général est antérieur de plus de cinq ans à la date des élections communales ordinaires, ou à partir du 1^{er} du mois pendant lequel un nouveau membre entre au syndicat conformément aux stipulations de l'article 2.3. ci-dessus.

2.7. La clef de répartition dont question au paragraphe 2.5. ci-dessus est applicable envers tous les membres à partir du 1.1.1997 en ce qui concerne les dépenses d'investissements et à partir du 1.9.1997 aussi en ce qui concerne les frais de fonctionnement.

3. Dénomination

3.1. Le syndicat est dénommé comme suit: «Syndicat de communes pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école régionale avec centre sportif à Harlange».

4. Siège

4.1. Le syndicat a son siège dans la commune du Lac de la Haute-Sûre à Bavigne.

5. Objet du syndicat

5.1. Le syndicat a pour objet la création, l'organisation et l'exploitation d'un centre scolaire et sportif à Harlange.

5.2. De cet objet découlent les obligations suivantes:

- a) l'acquisition du terrain d'implantation
- b) la réalisation des constructions
- c) l'acquisition de l'équipement technique et mobilier
- d) l'entretien et la réparation des immobilisations indiquées sub a, b et c ci-dessus
- e) l'organisation du fonctionnement et la gestion du service dans les installations du centre
- f) l'organisation scolaire annuelle
- g) l'organisation des transports de ramassage des élèves

Le syndicat peut accomplir tous les actes qui concourent à la réalisation de son objet social.

Les membres du syndicat s'obligent à aider le syndicat dans l'accomplissement des buts syndicaux.

Il leur est expressément défendu d'organiser un service identique ou d'entrer dans un autre syndicat créé aux mêmes fins; sans préjudice de ce qui précède et en attendant, la commune de Winseler est autorisée à organiser l'éducation préscolaire dans sa commune et à ses frais.

6. Administration

6.1. Le comité

6.1.1. Le syndicat est administré par un comité dans lequel chaque commune-membre est représentée par trois délégués.

6.1.2. Les bourgmestre de chacune des communes-membres sont de droit membres du comité.

6.1.3. Les autres membres du comité, remplissant les fonctions d'échevin ou de conseiller communal, sont élus au scrutin secret par les conseils communaux des communes intéressées dans les formes établies par les articles 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

6.1.4. La durée du mandat des membres du comité est de six ans. Toutefois les conseils communaux peuvent révoquer leurs délégués en cours de mandat et les remplacer par d'autres délégués remplissant les conditions prescrites à l'article 6.1.3. ci-dessus.

6.1.5. Le comité est renouvelé tous les six ans après chaque renouvellement des conseils communaux et dans la quinzaine qui suivra l'installation des conseillers nouvellement élus.

6.1.6. En cas de renouvellement intégral du conseil de l'une des communes syndiquées par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouveau conseil procède dans la quinzaine de son installation à la désignation de ses délégués au comité du syndicat.

6.1.7. Les délégués sortants sont rééligibles.

6.1.8. En cas de vacance parmi les délégués par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

6.1.9. Tout délégué élu en remplacement achève le mandat de celui qu'il remplace.

6.1.10. Si un conseil, après une mise en demeure du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district, néglige ou refuse de nommer les délégués, le bourgmestre et l'échevin premier en rang et l'échevin deuxième en rang représentent la commune dans le comité du syndicat. En cas d'empêchement d'un ou de plusieurs de ces membres ils sont remplacés conformément à l'article 42 de la loi communale du 13 décembre 1988.

6.1.11. Conformément à l'article 27 de la loi communale du 13 décembre 1988, des jetons de présence peuvent sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, être accordés aux membres du comité pour l'assistance aux séances du comité et à celles de ses commissions.

6.1.12. Les membres du comité ont encore droit à des frais de route à fixer par le comité sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

6.1.13. Le comité est chargé de prendre les mesures propres à remplir les obligations du syndicat.

Il gère la fortune syndicale et peut en disposer pour assumer la mission qui lui est confiée.

Il est tenu de gérer les affaires du syndicat dans l'intérêt des communes syndiquées.

6.1.14. Sans préjudice des dispositions inscrites à l'article 6.2.2. ci-dessous, les affaires suivantes sont notamment soumises à la décision du comité:

- a) l'élection du président et des membres du bureau
- b) la désignation et la révocation du secrétaire, du receveur et de tout autre personnel administratif et technique, la fixation du statut dudit personnel et de sa rémunération
- c) la fixation des jetons de présence et des frais de route des membres du comité
- d) l'élaboration du règlement d'ordre intérieur
- e) l'élaboration du règlement d'utilisation des installations et équipements sportifs

- f) la fixation des tarifs et redevances pour l'utilisation des installations et équipements du syndicat
- g) l'acceptation de dons et legs
- h) l'approbation du budget et des autorisations spéciales de crédit
- i) l'approbation des comptes
- j) l'établissement des relevés fixant la contribution des membres aux charges et pertes du syndicat et leur participation aux recettes et bénéfices
- k) l'acquisition, la vente et l'entretien des biens immobiliers et mobiliers
- l) la modification des statuts
- m) la dissolution du syndicat.

6.2. Le bureau

6.2.1. Chaque commune est représentée au bureau par un membre. Le bureau se compose de trois membres, dont un président et deux vice-présidents dont le dernier nommé remplit aussi les fonctions de secrétaire du bureau.

6.2.2. Le comité peut renvoyer au bureau le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet une délégation dont il fixe les limites.

6.2.3. Le bureau rend compte de ses travaux au comité au moins une fois par semestre.

6.3. Le président

6.3.1. Le président convoque les réunions du comité et du bureau.

6.3.2. Il prépare les décisions du comité et se charge de leur exécution.

6.3.3. Le président représente le syndicat en justice et dans tous les actes de la vie civile.

6.3.4. Il est chargé de la surveillance des affaires courantes, de l'ordonnancement des dépenses décidées par le comité ou le bureau et de la surveillance de la comptabilité.

6.3.5. Lorsque lors d'une séance du comité il y a partage de voix sur un point de l'ordre du jour discuté, l'objet en discussion est reporté à l'ordre du jour de la séance suivante; au même cas de partage de voix dans cette seconde séance le président ou son remplaçant a voix prépondérante.

6.3.6. En cas d'empêchement, le président délègue le vice-président pour le remplacer.

6.4. Le personnel

6.4.1. Le comité peut engager du personnel administratif et technique suivant les besoins du syndicat.

6.4.2. Les travaux du secrétariat et ceux de la recette sont nettement séparés. Le secrétaire et le receveur du syndicat sont nommés par le comité, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

L'engagement et la fixation du statut et de la rémunération des agents visés ci-dessus sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

6.4.3. Le comité du syndicat pourvoit à l'engagement du personnel auxiliaire qui comprend notamment le concierge, les femmes de charge, les chauffeurs de voitures assurant le transport scolaire, les moniteurs et les chargés de cours. Leurs traitements et salaires sont réglés d'après les dispositions légales en vigueur.

6.5. Gestion administrative

6.5.1. Le comité se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat, mais au moins deux fois par an.

6.5.2. Le président est obligé de convoquer le comité, soit sur l'invitation du Ministre de l'Intérieur, soit sur celle du Commissaire de district de Diekirch, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité.

6.5.3. La convocation se fait par écrit et à domicile au moins cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et en contient l'ordre du jour. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être réduit jusqu'à un jour franc par le président qui en indiquera le motif dans l'invitation.

6.5.4. La réunion du comité est présidée par le président, ou à défaut par un des vice-présidents suivant l'ordre de nomination. Lorsque l'assemblée est convoquée à la demande du Ministre de l'Intérieur ou du Commissaire de district de Diekirch, la séance est présidée et dirigée par celui qui a provoqué la convocation. Le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district de Diekirch ont entrée dans le comité. Ils sont toujours entendus quand ils le demandent. En cas d'urgence et à titre exceptionnel ils peuvent se faire représenter par un délégué.

6.5.5. Le comité ne peut prendre de résolution que si la majorité de ses membres en fonction est présente. Il décide à la majorité des suffrages.

6.5.6. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

6.5.7. Les deuxième et troisième convocations se font conformément aux règles prescrites à l'alinéa ci-dessus, et il est fait mention si c'est pour la deuxième ou la troisième fois que la convocation a lieu.

6.5.8. Les votes ont lieu conformément aux articles 19, 32, 33 et 34 de la loi communale du 13 décembre 1988.

6.5.9. Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par le secrétaire, inscrites sur un registre coté et paraphé par le président; elles sont signées par tous les membres présents, soit immédiatement soit le lendemain au plus tard, sans qu'il puisse en être délivré expédition avant les signatures de la majorité.

6.5.10. Les délibérations du comité et du bureau sont rédigées par écrit dans les formes prévues par l'article 26 de la loi communale du 13 décembre 1988 pour les délibérations des conseils communaux. Les expéditions sont signées par le

président ou celui qui le remplace et contresignées par le secrétaire; elles énoncent les noms de tous les membres qui ont concouru à la délibération.

6.5.11. Les conseillers communaux des communes syndiquées sont autorisés à prendre connaissance des procès-verbaux des séances du comité. Il leur est loisible de formuler des observations, qui sont alors inscrites à l'ordre du jour de la prochaine séance du comité.

6.5.12. Les séances du comité et du bureau ne sont pas publiques.

6.6. Les organes de surveillance

6.6.1. La surveillance du syndicat, notamment les actes portant approbation des budget et comptes est exercée par le Ministre de l'Intérieur et le Commissaire de district de Diekirch. Elle s'exerce de la manière prévue pour la surveillance de la gestion des communes, sans préjudice des dispositions contraires inscrites à la loi modifiée et complétée du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes.

6.6.2. Les décisions du comité et du bureau sont soumises, comme celles des conseils communaux, à l'approbation de l'autorité supérieure pour autant que cette approbation est requise.

6.6.3. En général, les dispositions réglant les droits et obligations du collège des bourgmestre et échevins sont applicables au président ou à son remplaçant, celles réglant les droits du conseil communal sont applicables au comité et au bureau.

7. Gestion comptable et financière

7.1. La comptabilité du syndicat comprend le budget, la comptabilité proprement dite et le compte de fin d'année.

7.2. Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du syndicat, sous réserve des adaptations et modifications prévues aux articles 171, 172 et 173 de la loi communale du 13 décembre 1988.

7.3. Le receveur est chargé seul et sous sa responsabilité personnelle d'effectuer les recettes et de liquider les dépenses.

7.4. Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de création et d'entretien des installations et équipements pour lesquels le syndicat a été constitué.

7.5. Les recettes du budget comprennent notamment:

- a) la contribution des communes associées
- b) les sommes que le syndicat reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en charge d'un service rendu
- c) les subventions de l'Etat
- d) les produits des dons et legs
- e) les revenus des capitaux

7.6. Copie du budget et du compte annuel de fin d'exercice du syndicat sont signifiées chaque année aux conseils communaux des communes syndiquées.

8. Patrimoine du syndicat

8.1. Le comité du syndicat peut contracter, sous la caution solidaire des communes syndiquées, des emprunts pour réaliser le centre scolaire avec salle sportive. Il peut se faire ouvrir un crédit en compte-courant pour faire face aux dépenses courantes.

8.2. Le syndicat demande à la fin de chaque exercice de la part des communes-membres une contribution annuelle à fixer d'après la clef de répartition prévue aux articles 2.4.-2.6. et selon le déficit existant à la fin de l'exercice en question.

9. Obligations et droits des membres syndiqués – Stipulations particulières

9.1. Le personnel enseignant est nommé par les administrations communales respectives dans les formes établies par l'article 37 de la loi scolaire du 10 août 1912.

9.2. Lors de la mise en service du centre scolaire et sportif, la commune de Boulaide dispose de 3 personnes enseignantes (2 au primaire, 1 au préscolaire) et la commune du Lac de la Haute-Sûre de 5 personnes enseignantes (4 au primaire et 1 au préscolaire); en cours d'années la commune de Boulaide a procédé à la nomination d'une personne enseignante au primaire et la commune du Lac de la Haute-Sûre a procédé à la nomination d'une personne enseignante au primaire; il incombe à la commune du Lac de la Haute-Sûre de nommer le personnel surnuméraire suivant les besoins; les besoins en effectifs de personnel enseignant supplémentaire tant au préscolaire qu'au primaire sont nommés par la commune de Winseler. Si un membre du personnel enseignant quitte son poste, il est procédé à son remplacement par la commune qui l'avait nommé.

9.3. Des chargés de cours ou chargés de direction (postes provisoires) sont nommés par la commune du Lac de la Haute-Sûre.

10. Changement des statuts

10.1. Les statuts peuvent être modifiés à la demande du comité ou d'une commune syndiquée. La modification ne sera adoptée que si toutes les communes-membres y donnent leur adhésion.

10.2. Les décisions prises en vertu de l'alinéa précédent sont soumises à l'approbation de l'autorité supérieure compétente.

11. Entrée en vigueur

11.1. L'entrée en vigueur des statuts est fixée au jour de leur approbation par l'autorité supérieure.

Arrêté ministériel du 20 octobre 1997 autorisant la «Bayerische Landesbank International S.A.» à se faire consentir des gages sur fonds de commerce.

Le Ministre des Finances,

Vu la requête présentée par la «Bayerische Landesbank International S.A.» par laquelle cette société demande à être agréée au Grand-Duché de Luxembourg pour se voir consentir des gages sur fonds de commerce;

Vu l'article 12 de l'arrêté grand-ducal du 27 mai 1937 portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce, tel que modifié par l'article V (3) de la loi du 21 décembre 1994 modifiant certaines dispositions légales relatives au transfert de créances et au gage;

Arrête:

Art. 1^{er}. La «Bayerische Landesbank International S.A.» est autorisée à se faire consentir des gages sur fonds de commerce sous les conditions mentionnées à l'article 2.

Art. 2. a) Le taux d'intérêt des opérations en devises ne pourra dépasser les taux usuels du marché pratiqués pour des opérations du même genre.

b) Le taux d'intérêt des opérations en FLUX et en FB ne pourra dépasser le taux de l'intérêt légal fixé annuellement par un règlement grand-ducal. La commission éventuelle qui ne peut en aucun cas être renouvelée, ne peut être supérieure à 1/2%.

c) Il est interdit d'aggraver la situation du débiteur par l'insertion d'une clause pénale dans le contrat de prêt pour le cas de retard du remboursement du capital ou du paiement des intérêts.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Mémorial, Recueil Administratif et Economique.

Luxembourg, le 20 octobre 1997.

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Administration de l'Aéroport. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 9 septembre 1997, Messieurs Marc Lanners et Guy Thill, chefs de bureau techniques adjoints à l'Administration de l'Aéroport de Luxembourg, ont été nommés aux fonctions de chefs de bureau techniques à la même administration.

**Administration de l'Enregistrement et des Domaines
Caisse des Consignations**

AVIS

En exécution de l'alinéa 3 de l'article 3 de l'arrêté grand-ducal du 9 juillet 1945, portant modification de la législation sur la Caisse des Consignations, les ayants droit ci-après sont avisés de la déchéance au bénéfice du Trésor du droit au remboursement des sommes consignées à leur profit auprès de la Caisse des Consignations à Luxembourg.

Date de la consignation	Nom, qualité et adresse de l'ayant droit	Date de la déchéance
25.4.1968	les créanciers de la faillite FERRARI S.A., ci-avant à F-Longwy, 44, av. de la Paix	25.4.1998
23.2.1968	les créanciers de la faillite COMIN S.à r.l., ci-avant à Bridel	23.2.1998
19.1.1968	SALION Christos, ci-avant artiste à Athènes, act. s.d.c.	19.1.1998
19.1.1968	BACK Sylvie, née à Messancy le 3.7.1948, ci-avant à Namur	19.1.1998
1.2.1968	ELLNER Erwin, ci-avant bâtelier à D-Wincheringen	1.2.1998
8.3.1968	les héritiers de ROLLING Bernard, né le 24.12.1888 à Diekirch, décédé le 4.1.1968 au Centre du Rham	8.3.1998
8.3.1968	les héritiers de LAMBERT Henri, né le 28.9.1894 à Hussigny, décédé le 19.12.1967 au Centre du Rham	8.3.1998
8.3.1968	les héritiers de WEILAND Joseph, né le 22.6.1889 à Kiefersfelden, décédé le 19.12.1967 au Centre du Rham	8.3.1998
27.3.1968	les héritiers de WATRY Frédéric, né le 2.5.1905 à Dudelange, décédé le 30.1.1968 à Helmsange	27.3.1998
28.3.1968	BUFFONE Francesco, ci-avant à Luxembourg, 10, rue Aldringen	28.3.1998

28.3.1968	MULLER Pierre, ci-avant boucher à Clemency	28.3.1998
2.5.1968	les héritiers de KONSBRUCK Joseph, né le 1.1.1901 à Maizières, décédé le 8.3.1968 au Centre du Rham	2.5.1998
9.5.1968	les propriétaires inconnus des voitures suivantes vendues publiquement: - Vauxhall 47292 (L) - VW 261-Z-812 (D) - VW JG-1224 (NL) - Morris WXR 765 (GB)	9.5.1998
21.5.1968	DOVER Marcus, RYLAND Robert, SENG Paul, ci-avant US-Army	21.5.1998
28.5.1968	WRIGHT Stanley, ci-avant US-Air Force à Bitbourg	28.5.1998
6.6.1968	AUTAIR Intern. Airways Ltd., GB-Luton Airport	6.6.1998
26.6.1968	les héritiers de MELCHIOR Emile, ci-avant commerçant à Leudelange, décédé le 13.5.1967	26.6.1998
3.7.1968	les héritiers de MAJERUS Emile, né le 11.3.1891 à Vianden, décédé le 23.5.1968 au Centre du Rham	3.7.1998
22.7.1968	SEBRING Charles, D-Königsstein JEKEL Fernand, F-Metz JANSEN Conrad, NL-Rotterdam MARTIN Jerry, D-Spangdahlem, tous act. s.d.c.	22.7.1998
6.8.1968	POULAIN Jean, F-Monchecourt, act. s.d.c.	6.8.1998
6.9.1968	INTERNATIONAL AIR BAHAMA, ci-avant à Luxembourg, 25, av. de la Liberté	6.9.1998
2.10.1968	les héritiers de SCHROEDER Jean, né le 2.5.1907 à Obercorn, décédé le 30.8.1968 au Centre du Rham	2.10.1998
2.10.1968	les ayants-droit de la succession vacante MUTTINI-ROMAN Marie, née à Esch/Alzette le 19.4.1907, y décédée le 16.1.1968	2.10.1998
3.10.1968	les propriétaires inconnus de 3 voitures abandonnées, vendues par la gendarmerie: - Ford Taunus SZ 486 (B) - VW sans no d'imm. - VW 660 Z 241	3.10.1998
29.10.1968	idem: moto BMW 245 ccm, année 1954	29.10.1998
25.11.1968	idem: voiture BMW 550-Z-289	25.11.1998
14.10.1968	SERTODOULOS Nicolas, ci-avant décorateur à St.Petersbourg (USA)	14.10.1998
5.12.1968	les créanciers de la faillite de STEINES Fernand, ci-avant agent immobilier à Luxembourg, 10, rue Beck	5.12.1998
25.10.1968	les ayants-droit de la succession vacante de TCHEKMAREFF Jean, décédé à Merttert le 19.8.1967	25.10.1998
10.12.1968	PLUMBLEY James, ci-avant Air-Base à Bitbourg, act. s.d.c.	10.12.1998
6.12.1968	MONTANARO Pascale, ci-avant à Luxembourg, 45, av. Michel Rodange, act. s.d.c.	6.12.1998

Luxembourg, le 19 septembre 1997.

Le Directeur
de l'Enregistrement et des Domaines,
Paul Bleser

Armée. – Nominations. – Par arrêtés grand-ducaux du 8 septembre 1997, les lieutenants en premier de l'armée Yvon Kries et Steve Thull ont été nommés au grade de capitaine dans le cadre des officiers de carrière de l'armée proprement dite à partir du 1^{er} octobre 1997.

Collège médical. – Démission. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 23 mai 1997 démission honorable de ses fonctions de président du Collège médical a été accordée à M. le Dr Georges Arnold.

Par arrêté grand-ducal du 23 mai 1997 M. le Dr Paul Rollmann a été nommé président du Collège médical.

Comité directeur du Fonds pour le logement à coût modéré. – Nomination. – Par arrêté ministériel du 18 septembre 1997, Monsieur Claude Wiseler, Conseiller de Gouvernement 1ère classe, a été nommé membre du Comité directeur du Fonds pour le logement à coût modéré, en remplacement de Monsieur Claude Frieseisen, Premier Conseiller de Gouvernement, démissionnaire.

Consulats. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 9 septembre 1997, Monsieur Werner Gegenbauer a été nommé Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Berlin, pour une période renouvelable de cinq ans, avec juridiction sur les «Länder Berlin und Brandenburg».

Par arrêté grand-ducal du 16 septembre 1997, Monsieur Istvan Horvath a été nommé Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Budapest, pour une période renouvelable de cinq ans, avec juridiction sur la République de Hongrie.

Consulats. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 25 septembre 1997, Monsieur Victor N. Veniaminov a été nommé Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Saint-Petersbourg, pour une période renouvelable de cinq ans, avec juridiction sur la région de Saint-Petersbourg.

Education Nationale. – Examen concours. – Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle organisera au cours du mois de décembre 1997 un examen concours pour l'admission au stage de bibliothécaire-documentaliste.

Formation des Adultes. – Nomination. Par arrêté ministériel du 20 septembre 1997, Monsieur Frank Colabianchi, instituteur du régime préparatoire au Lycée Classique de Diekirch, annexe Mersch, a été nommé délégué à la formation des adultes à partir de l'année scolaire 1997/98.

Institut national des sports. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 30 septembre 1997, Monsieur Guy Wirtz, rédacteur à l'Institut national des sports a été nommé chef de bureau adjoint à la même administration.

Magistrature. – Démission. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 9 juillet 1997, démission honorable de ses fonctions de Procureur général d'Etat adjoint a été accordée à M. Emile Penning à partir du 1^{er} août 1997 pour faire valoir ses droits à la pension.

Par le même arrêté grand-ducal le titre honorifique de ses fonctions a été accordé à M. Emile Penning.

Par arrêté grand-ducal du 3 février 1997, M. Paul Geisen, vice-président au tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommé juge de paix-directeur à la justice de paix de Diekirch.

Par arrêté grand-ducal du 14 avril 1997,

– M. Charles Neu, juge de paix à Diekirch, a été nommé vice-président au tribunal d'arrondissement de Diekirch

– M. Gilbert Hoffmann, juge des tutelles au tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommé juge de paix à Diekirch.

Par arrêté grand-ducal du 2 juin 1997, M. Jean-Paul Frising, vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé procureur d'Etat adjoint au parquet de Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 9 juin 1997, Mme Marie-Thérèse Schmitz, juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommée juge des tutelles au tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Par arrêté grand-ducal du 1^{er} juillet 1997,

– Mme Marie-Paule Bisdorff, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier substitut au parquet de Diekirch

– Mme Michèle Krier, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch

– Mme Christiane Schroeder, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge de paix à Diekirch.

Par arrêté grand-ducal du 7 juillet 1997,

– Mme Françoise Mangeot, vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée conseiller à la Cour d'appel

– M. Jean Engels, substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg, a été nommé premier substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg

– M. Jean-Paul *Hoffmann*, juge de paix à Luxembourg en congé spécial, a été autorisé à porter le titre de vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 7 juillet 1997, avec effet au 1^{er} août 1997,

– M. Jean-Pierre *Klopp*, premier avocat général, a été nommé Procureur général d'Etat adjoint

– M. Claude *Nicolay*, avocat général, a été nommé premier avocat général

– M. Georges *Wivenes*, conseiller à la Cour d'appel, a été nommé avocat général.

Par arrêté grand-ducal du 7 juillet 1997, avec effet au 15 septembre 1997,

– Mme Carine *Flammang*, premier substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg, a été nommée premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– Mme Sylvie *Conter*, juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– Le rang de juge a été conféré à Mme Pascale *Dumong*, substitut auprès du Parquet Général à Luxembourg

– Mme Anick *Wolff*, substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 19 juillet 1997,

– Mme Odette *Pauly*, juge de paix à Luxembourg, a été nommée vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– M. Pierre *Calmes*, juge de paix à Luxembourg, a été nommé vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 1^{er} août 1997, avec effet au 16 septembre 1997,

– M. Pierre *Schmit*, avocat général, a été nommé premier avocat général

– Mme Eliane *Zimmer*, vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée avocat général

– Mme Marianne *Harles*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge de paix à Luxembourg

– Mme Danielle *Schweitzer*, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge de paix à Luxembourg

– Mme Marie-Jeanne *Kappweiler*, substitut au parquet de Luxembourg, a été nommée premier substitut auprès du même parquet

– Mme Pascale *Dumong*, substitut auprès du Parquet général, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– Le rang de juge a été conféré à Mme Françoise *Rosen*, substitut auprès du Parquet de Luxembourg

– Le rang de juge a été conféré à Mme Simone *Pelles*, substitut auprès du Parquet de Diekirch

– Mme Paulette *Steil*, attaché de justice, a été nommée substitut au Parquet de Luxembourg et le rang de juge lui a été conféré

– M. Albert *Mangen*, attaché de justice, a été nommé substitut au Parquet de Luxembourg et le rang de juge lui a été conféré

– M. Jean-Jacques *Dolar*, attaché de justice, a été nommé substitut au Parquet de Luxembourg et le rang de juge lui a été conféré

– Mme Claudine *de la Hamette*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– Mme Monique *Schmit*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– Mme Béatrice *Kieffer*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– Mme Marie-Louise *Theis*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– M. Jacques *Castel*, attaché de justice, a été nommé substitut auprès du Parquet de Luxembourg et le rang de juge lui a été conféré

– Mme Chantal *Glod*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg

– Mme Martine *Wilmes*, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Par arrêté grand-ducal du 8 septembre 1997, Mme Alexandra *Huberty*, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée juge des tutelles au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, avec effet au 18 septembre 1997.

Ministère de la Force Publique. – Vacance de poste. – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un poste de la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement est vacant auprès du Ministère de la Force Publique. Le poste en question sera pourvu d'un titulaire par voie de recrutement interne.

Remembrement des biens ruraux.

Projet de remembrement de Burmerange

CLASSIFICATION DES TERRES

Avis de dépôt des documents de l'enquête

(Publication prescrite par l'article 26 de la loi du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux)

Les propriétaires, nu-propriétaires et usufruitiers de terrains, situés dans le périmètre provisoire de remembrement légal dont l'exécution a été décrétée par l'arrêté grand-ducal du 21 mars 1997 sont informés que les documents de

l'enquête sur le classement et l'estimation des terres, prévus à l'art. 26 de la loi du 25 mai 1964, sont déposés au secrétariat communal à Burmerange pendant 30 jours, à partir du 10 novembre 1997 jusqu'au 9 décembre 1997 inclusivement.

Pendant ce délai, les intéressés sont admis à prendre sur place, et aux heures d'ouverture du secrétariat communal, connaissance des documents déposés.

Le secrétariat communal de Burmerange est ouvert: du lundi au vendredi de 8.00 à 12.00 heures, et le mercredi de 8.00 à 12.00 et de 14.00 à 18.00 heures.

Pendant le délai sus-mentionné, les intéressés peuvent présenter leurs réclamations et observations sous l'une des formes suivantes:

- a) par inscription signée par le déclarant dans un registre déposé au secrétariat communal à Burmerange,
- b) par lettre recommandée au président de l'Office national du remembrement, boîte postale 664, L-2016 Luxembourg,
- c) par déclaration orale au président de l'Office national du remembrement ou à ses délégués qui siègent au secrétariat de la commune de Burmerange aux dates suivantes:
lundi le 24, mardi le 25 et mercredi le 26 novembre 1997, chaque fois de 8.30 à 12.00 et de 13.30 à 16.00 heures.

Les tiers intéressés sont informés que les droits et actions réels grevant des parcelles comprises dans le périmètre sont transférés de plein droit, conformément aux articles 36, 37, 38 et 39 de la susdite loi, sur les nouvelles parcelles attribuées aux propriétaires en échange de celles qui leur appartenaient.

Luxembourg, le 6 novembre 1997.

Le Président de l'O.N.R.,
Charles KONNEN

Société Nationale de Crédit et d'Investissement (S.N.C.I.). – Nominations. – Par arrêté du Gouvernement en Conseil du 18 septembre 1997, ont été nommés membres du Conseil d'administration de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (S.N.C.I.) pour une durée de 5 ans à partir du 1^{er} octobre 1997:

MM. Armand Berchem,	Administrateur délégué de la Fiduciaire des PME et de la Mutualité d'Aide aux Artisans,
John Castegnaro,	Président du OGB-L,
Joseph Daleiden,	Secrétaire Général de la CGFP,
Paul Ensich,	Directeur de la Chambre des Métiers,
Marc Faber,	Conseiller aux PME à la Chambre de Commerce,
Paul Hippert,	Directeur de la Chambre de Commerce,
Yves Mersch,	Directeur du Trésor,
René Merten,	Président de la FEP-FIT,
Jean-Marie Mousel,	Directeur de l'Administration de l'Emploi,
Georges Schmit,	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Economie,
Nicolas Schmit,	Directeur des Relations Economiques Internationales et de la Coopération au Ministère des Affaires Etrangères,
Robert Weber,	Président national du LCGB.

Par arrêté grand-ducal du 11 octobre 1997 Monsieur Georges Schmit, Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Economie, a été nommé Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.I.

Service National de la Protection Civile. – Démission. – Par arrêté ministériel du 8 septembre 1997, démission honorable de ses fonctions d'instructeur en chef adjoint en matière de secourisme de la protection civile a été accordée sur sa demande à Monsieur Arsène Stracks de Rodange. Le titre honorifique de ses fonctions exercées à la protection civile en tant qu'instructeur en chef en matière de secourisme a été conféré à Monsieur Arsène Stracks.

Tableau des banques établies au Luxembourg conformément à la loi modifiée du 5 avril 1993.

COMPLEMENT n° 3

Il y a lieu de **retirer** au tableau des banques arrêté au 31 décembre 1996 et publié au Mémorial B n° 16 du 9 avril 1997 sous:

I. Banques autorisées à exercer leur activité en application de l'article 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993.

B. Sociétés anonymes de droit luxembourgeois:

– Christiania Bank Luxembourg S.A., 16, avenue Pasteur, B.P. 544, L-2015 Luxembourg

Il y a lieu de **modifier** au tableau des banques arrêté au 31 décembre 1996 et publié au Mémorial B n° 16 du 9 avril 1997 sous:

I. Banques autorisées à exercer leur activité en application de l'article 2 de la loi modifiée du 5 avril 1993.

B. Sociétés anonymes de droit luxembourgeois:

* *La dénomination des établissements suivants:*

- Banco Bamerindus do Brasil à Luxembourg S.A.
en
Banca Itaù Europa Luxembourg S.A.
- Banque de Dépôts (Luxembourg) S.A.
en
EFG Private Bank (Luxembourg) S.A.
- Banque Indosuez Luxembourg S.A.
en
Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A.
- Crédit National (Luxembourg) S.A.
en
Natexis Banque (Luxembourg) S.A.

* *L'adresse des établissements suivants:*

- Bankgesellschaft Berlin International S.A., 60, Grand-Rue, B.P. 71, L-2010 Luxembourg
en
Bankgesellschaft Berlin International S.A., 30, boulevard Royal, B.P. 71, L-2010 Luxembourg
- Europäische Hypothekenbank S.A., 25C, boulevard Royal, B.P. 911, L-2019 Luxembourg
en
Europäische Hypothekenbank S.A., 2, boulevard Konrad Adenauer, B.P. 911, L-2019 Luxembourg

IV. Succursales d'établissements de crédit d'origine communautaire établies au Luxembourg sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 5 avril 1993:

* *L'adresse des établissements suivants:*

- Banco Itaù Europa S.A., Lisboa,
succursale de Luxembourg: 7-11, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg
en
Banco Itaù Europa S.A., Lisboa
succursale de Luxembourg: 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg
- LandesBank Berlin - Girozentrale, Berlin
succursale de Luxembourg: 29, avenue de la Porte-Neuve, B.P. 779, L-2017 Luxembourg
en
LandesBank Berlin - Girozentrale, Berlin
succursale de Luxembourg: 30, boulevard Royal, B.P. 779, L-2017 Luxembourg.

Luxembourg, le 30 septembre 1997.